



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU

Lue en séance par:

Jimmy SANGOUARD, Houria DELBOSC,
Elvire BOSC et Sonia BRICOTTE.

Dans nouveau management public, il y a le mot management, lui même issu du mot manège. Les tenants de ce concept aiment faire tourner en bourrique, en laisse et comme dans un manège, leurs interlocuteurs pour mieux les contrôler.

Dans ce cirque, le vocabulaire, savamment réfléchi et employé, est bien choisi pour rendre la communication punchie et résolument pragmatique. Quiconque s'en éloignerait passerait pour un ringard. Dans ce beau monde, tout est "simple", "juste" et "efficace". La "confiance", le "dia-

logue", la gestion "raisonnée", "l'ouverture", "l'écoute" sont les artifices langagiers employés pour draper la réalité d'un voile de modernisme...

Déverser sa communication ruisselante et imprécise à souhait, c'est ce que s'applique à faire ce gouvernement et son plus fervent serviteur: notre Ministre de l'Education Nationale. Dans la bouche de nos "gouverno-communicants", la réalité est sans cesse médiatiquement ripolinée pour briller... La vérité est malheureusement bien plus complexe.

La réforme des retraites: injuste et injustifiée !

Après des mois de communication-vente de la réforme du système de retraite, force est de constater que la majorité de la population ne s'y trompe pas: elle est opposée à ce projet dévastateur pour notre modèle de société, pour nos niveaux de vie futurs. Ce projet de loi doit être retiré car il n'est ni juste, ni justifié.

En effet, comment le gouvernement ose-t il parler de justice quand il veut aligner tout le monde vers le bas ?

Pour nous, la justice, ce n'est pas baisser les cotisations des les plus hauts revenus de cotisations ce n'est pas soustraire au devoir de solidarité et de justice fiscale les grandes fortunes, amis et soutien du président.

Ce n'est pas allonger la durée de référence d'une carrière, bien souvent marquée de temps d'inactivité ou de temps partiel (pour les femmes particulièrement), dans le calcul d'une pension.

Ce qui est juste, c'est que chacun contribue à la hauteur de ses capacités et que des mécanismes de solidarité soient maintenus afin d'assurer à tous un niveau de vie décent à la retraite.

Comment le gouvernement ose-t il parler de nécessité de réformer ?

Le rapport du COR de juin 2019 ne mentionne aucun déséquilibre financier à l'horizon 2070 mais plutôt une baisse de la part des dépenses du système de retraite dans le PIB. Bizarrement, 4 mois plus tard, un nouveau rapport, commandé par le gouvernement, change le verdict et nous assène un déficit qu'il faut à tout prix combler d'ici 2025... par sa réforme des retraites, bien évidemment !

Soyons honnêtes, si le déficit se creusait, ce ne serait pas à cause d'une hausse des dépenses de retraites mais bien par une baisse des ressources publiques. Baisse induites par les réformes de l'Etat qui le fait renoncer de lui-même à certaines recettes. Trois exemples sont particulièrement éclairants:

① la suppression de l'ISF coûte 5 milliards d'euros par an à l'Etat

② les exonérations de cotisations sociales se chiffrent en dizaines de milliards d'euros

③ l'austérité salariale dans la fonction publique diminue mécaniquement les cotisations des fonctionnaires.

Au final, c'est la double peine : nos salaires stagnent, les effectifs publics décroissent et c'est un argument pour baisser encore nos retraites.

La stratégie est bien connue, c'est celle des caisses vides : on commence à créer un déficit, on le dramatise puis, au nom de l'équilibre, on force des économies accélérées

en baissant les droits de tous pour sauver le système. Cette stratégie est largement utilisée par les libéraux depuis plusieurs décennies en Europe et dans le monde. Seulement, cette fois-ci, ils veulent aller beaucoup plus loin en détruisant la pierre angulaire de notre modèle social: notre

système solidaire de retraite à prestation définie, auquel ils veulent substituer un système du chacun pour soi à seule cotisation définie. Avec ce système c'est un niveau de retraite incertain et changeant. Le prince, entièrement au ordre des maîtres de la finance, pourra jouer de l'avenir des travailleurs à la seule fin d'accaparer une part toujours plus importante de la richesse collectivement créée!

Et la différence est de taille. Dans le premier, on sait à l'avance ce qu'on aura car les règles sont claires dès le départ. Dans le second, on sait ce qu'on capitalise mais l'avenir reste flou. Par peur, on pourra alors se tourner, si on en a les moyens, vers des prestataires privés pour assurer ses vieux jours.

Dans ce jeu de dupes, les enseignants seraient les grands perdants. Il est regrettable que des organisations syndicales qui siègent dans nos instances nationales et départementales accompagnent ce projet de régression sociale. Nous ne les avons vues qu'à deux reprises dans les mouvements de ces derniers mois. Pas pour contester la réforme (ils la soutiennent!), juste pour rentrer dans la fenêtre, bien pratique pour faire croire qu'on est dans l'action, des promesses de revalorisation.

Dans ce jeu de dupes, les enseignants seraient les grands perdants. Il est regrettable que des organisations syndicales qui siègent dans nos instances nationales et départementales accompagnent ce projet de régression sociale.



Suite...

La revalorisation: les promesses n'engagent que ceux qui y croient!

Cependant, la récré vient d'être sifflée par le conseil d'Etat. Au delà des 500 millions d'euros, il n'y aura rien pour l'instant. Le mirage des 10 milliards s'est évaporé parce que le gouvernement n'a en vérité jamais envisagé de le rendre concret. Ce qu'il souhaite avant tout, c'est refonder le métier d'enseignant et distribuer pour cela primes au mérite et bons points. C'est la méthode Blanquer : *"Si t'exécutes, t'es un bon élève et t'auras une bonne prime. Si tu résistes, je te fais les gros yeux et tu seras puni."* Au final des sanctions pour qui ose penser et réfléchir, en un mot, être au service des citoyens plutôt qu'à celui d'un gouvernement ! De toute manière, à cette heure, nous ne connaissons rien du champ ou de la forme de cette revalorisation.

Le ministère dit vouloir valoriser les débuts de carrière. Pour nous une revalorisation c'est le rattrapage d'année de disette salariale, c'est la reconnaissance de l'engagement de la profession, ce n'est pas vendre un système de retraite

solidaire, ce n'est pas accepter de nouvelles missions en échange d'un miroir aux alouettes en forme d'une vaste entourloupe sur le néant.

Plus largement, si la FSU s'est rendue aux premières réunions de concertation c'est parce que la revalorisation doit s'étendre à tous les personnels de l'Education Nationale et de la Fonction Publique. Il ne s'agit pas de discuter de compensations aux effets d'une réforme que nous rejetons en bloc. Il s'agit pour nous de faire reconnaître à sa juste valeur l'engagement des personnels, dans tous les secteurs de la Fonction Publique, et cela sans contrepartie.

Sur cette base, nous exigeons l'ouverture de discussions globales dans l'ensemble de la Fonction Publique. Les agents administratifs, les personnels sociaux, de santé de l'Éducation Nationale, des autres ministères, les agents territoriaux, les hospitaliers ont eux aussi des salaires très souvent insuffisants, des missions qui se sont alourdies sans aucune reconnaissance salariale.

Pour nous une revalorisation c'est le rattrapage d'année de disette salariale, c'est la reconnaissance de l'engagement de la profession, ce n'est pas vendre un système de retraite solidaire

Le changement d'échelon, seul frein à l'érosion du pouvoir d'achat... mais bien insuffisamment et si peu souvent !

Aujourd'hui, dans la Fonction Publique, la seule possibilité de voir son salaire augmenter et l'érosion de son pouvoir d'achat se limiter, c'est de changer d'échelon et de grade. Nous rappelons que le point d'indice est gelé depuis 11 ans et qu'un tout petit dégel de 1,2% est intervenu en 2016-2017 suite à nos mobilisations collectives. L'observation des grilles d'avancement nous laisse entrevoir que les bonds de pouvoir d'achat sont bien espacés dans le temps et limités financièrement. Malgré ce déclassement salarial national et international, nos collègues s'investissent pleinement dans leurs missions... mais que la colère est grande dans la profession ! Colère sur les salaires insuffisants, sur les injonctions hors-sol (nous pensons évaluations nationales), sur le manque de moyens (nous pensons aux RASED incomplets, à la formation continue sinistrée) et sur une retraite en voie de paupérisation.

Le paritarisme en question

Pour bâillonner toutes les analyses divergentes, après le regain de confiance apporté par la profession à ses représentants des personnels en décembre 2018, le gouvernement a sciemment mis en musique une loi de régression sociale pour la Fonction Publique.

Le paritarisme, acquis au fil des 75 dernières années et redimensionné sous l'impulsion des lois Anicet Le Pors, est attaqué dans son fonctionnement.

Les représentants des personnels élus démocratiquement sont écartés de tous les processus collectifs: de mutation puis d'avancement. Nous mettons en garde ceux qui s'appuieraient sur cette attaque pour jouer la division des personnels et défendre des intérêts particuliers au détriment du collectif. Les exemples ne manquent pas mais les tentatives de passe-droit finissent toujours par être connues et dénoncées par le SNUipp qui n'hésitera pas à en informer l'ensemble de la profession. Nous sommes garants du bon fonctionnement des règles collectives et assumerons pleinement le mandat confié par la profession.

Direction d'école

Représenter la profession, ce n'est pas simplement siéger en réunion et faire de sa présence un gage d'équité et de transparence. Représenter la profession, c'est porter sa parole dans son intégralité, sa complexité, rendre compte des débats et de ses positionnements. A ce titre, le SNUipp a rendu compte à la profession de la dernière réunion du comité directeurs. Si ce genre de réunion permet d'apporter des éclairages de la part de collègues en poste dans les circonscriptions, elle ne saurait devenir des temps de concertation informels desquels les représentants des personnels élus et légitimes seraient exclus.

Au final, parce que la soumission au pouvoir et l'usage du mensonge ne font pas partie de l'ADN du SNUipp-FSU, il continuera à oeuvrer à l'unité de la profession, en toute transparence et honnêteté, valeur rare en ces temps troublés. Il portera les aspirations d'une profession insultée, désavouée dans sa professionnalité et son engagement par le ministre Blanquer. Il créera les conditions d'un rassemblement toujours plus large pour combattre les projets mortifères de ce gouvernement.